



MATRICE

Centre d'innovation sociale et technologique

édito

Doit-on continuer à rêver la ville de demain ?

Avec la participation d'Agathe Cagé (docteure en science politique et associée-cofondatrice de Compass Label), Béatrice Sutter (directrice de la rédaction à l'ADN) Hugo Domenach (Responsable des éditions numériques à l'INA) et François-Xavier Petit (historien et directeur général de Matrice).

“Qu'est-ce que la vérité ? Vous avez deux heures.”

Il suffit d'une seconde pour se revoir entouré de camarades, décontenancés devant la question philosophique qui flotte en suspens dans les airs. Mais le syndrome de la page blanche n'existe plus. La vérité fait couler l'encre alors que, depuis 2016, elle est entrée dans une nouvelle ère : celle de la post-vérité. Définie par l'Oxford Dictionnaire comme une vérité faisant prévaloir les opinions sur les faits, elle s'agrément d'un tiret comme pour exprimer sa pluralité. Les vérités communes, ciment de la cohésion sociale, semblent devenir malléables à souhait, redéfinies par la subjectivité de chacun, mises à mal par la désinformation. On ne sait que croire, ni qui croire. Pour combler ce vertige, on remercie ChatGPT qui maintient l'illusion, trouve réponse à tout, nourrit notre boulimie de savoir, notre besoin de combler. Les sages mots de Platon prônant le doute ne sont plus de ce temps, la certitude copinant avec la rhétorique.

Qu'attendons-nous vraiment de la vérité aujourd'hui ? La fragmentation des vérités est-elle une fatalité ? Quelles sont les responsabilités de tout un chacun vis-à-vis de la liberté d'expression et de l'information ? Matrice a voulu apporter un regard éclairé sur ces questions, la mise en lumière des paradoxes passant par le croisement des regards : celui de la recherche, de l'histoire et de la sphère médiatique.

1. La vérité si je mens

“Aussitôt qu'on s'en approche, elle s'éloigne.”

Si la vérité pourrait se formuler par cette énigme, c'est parce qu'elle reste insaisissable. Et pour cause, la vérité d'hier n'est pas celle d'aujourd'hui ni celle de demain. François-Xavier Petit, historien, explique : **“La vérité ne peut exister que dans l'armature d'un système social. Étudier son évolution, c'est s'attarder sur la manière de concevoir l'autorité, la légitimité et l'ordre social.”**

Ainsi, le glissement vers une vérité subjective est symptomatique d'un état de crise vis-à-vis des organisations politiques et médiatiques traditionnelles. À mesure que la méfiance se renforce, la subjectivité et l'émotionnel gagnent du terrain. Pour Agathe Cagé, docteure en science politique, cette montée des “vérités subjectives” n'est pas une menace en soi... tant qu'elles coexistent - sans se mélanger - avec les autres formes de vérités : **“C'est la confusion dangereuse entre les faits, les croyances et les opinions qui rend difficile l'existence d'un discours rationnel dans le débat public (...). Aux États-Unis par**

par exemple, Donald Trump entretient sciemment cette confusion.” En évoquant le père fondateur du réseau Truth Social, on se rappelle soudainement que ce sont les tonneaux vides qui font le plus de bruit : la revendication de la vérité mène bien souvent à l’éradication du doute au mieux, à la justification d’une idéologie au pire

Ceux dont la vérité constitue le cœur du travail en font-ils un usage plus habile ? Dans le paysage médiatique, certaines chaînes d’information - à l’instar de CNEWS - continuent de brouiller la frontière entre opinion et information, fragilisant la qualité du débat public. C’est en s’entretenant directement avec le journaliste que les zones d’ombres s’estompent : lié par un code déontologie, son devoir de vérité s’exprime par la description des faits et ne prétend jamais qu’à proposer une vision du monde parmi d’autres. Hugo Domenach, journaliste à l’INA, explique : **“Cette subjectivité se manifeste par des choix éditoriaux. Choisir un angle revient à décrire une facette de la vérité (...). Au-delà d’un devoir de vérité, j’invoquerais également un devoir d’honnêteté et de transparence des médias, en donnant par exemple des indications sur leurs orientations.”** Il ajoute : **“Les modes de consommation de l’information ont évolué et les producteurs de contenu se multiplient. Il faudrait donc que cette obligation de transparence s’adapte mieux à cette nouvelle réalité.”**

En faisant des réseaux sociaux son nouveau terrain de jeu, la parole est-elle exemptée de toute règle ? Ni journaliste, ni politique, les influenceurs et créateurs de contenus peuvent-ils tout dire ?

Agathe Cagé répond : **“Lorsque leur audience est large, une responsabilité vis-à-vis de celle-ci leur incombe naturellement. La relation entre un influenceur et sa communauté est régie par des règles tacites et des attentes sociales mutuelles. Tout cela contribue à réguler leur prise de parole et à les responsabiliser. S’imposent également aux influenceurs, par définition, les règles définies par la loi.”**

Unaniment, la vérité importe donc moins que la manière dont elle s’exprime, ses multiples facettes montrant toujours leur vrai visage, dépouillées d’artifices ou de mensonges. Mais cette transparence suffit-elle vraiment ? Qu’advient-il lorsque - à défaut d’éclairer le réel - elle est instrumentalisée pour justifier des récits séduisants ? C’est le cas des théories complotistes qui prétendent révéler une vérité cachée. C’est notamment parce que ces discours s’étalent sur les réseaux sociaux qu’ils gagnent en popularité*, l’absence d’intermédiaire renforçant l’illusion de vérité et le sentiment d’authenticité. Devons-nous nous inquiéter de cette évolution ? Que pouvons-nous faire contre les récits qui fragmentent la société et polarisent les opinions ?

*Selon l’Ifop, 35% des Français déclarent croire aux théories du complot en 2023

2. La méthodologie comme garde-fou

En écoutant le journaliste de l’INA partager son ressenti, on ne peut qu’éprouver la difficulté de la situation : **“En tant que journaliste, je trouve qu’il est parfois compliqué de naviguer dans cet écosystème. Il est difficile d’accepter que le fruit de notre travail — qui mobilise du temps, des ressources financières et beaucoup d’énergie — soit remis en cause ou concurrencé par n’importe quelle opinion ou contre-vérité prononcée à la légère.”** Un sentiment qui trouve bien sa place alors qu’Elon Musk proclame à qui veut l’entendre : **“You are the media now”**. Plus qu’une invitation au plus grand nombre à affirmer et à diffuser, Musk casse les cloisons entre des régimes distincts de vérités tels qu’énoncés par Agathe Cagé : l’opinion peut non seulement se revendiquer l’égale de l’expertise, mais entend aussi la détrôner. Mais une parole libre ne fait pas automatiquement autorité en matière d’information. Comme pour éclairer ce glissement,

François-Xavier Petit apporte une précision essentielle : **“Le fait que tout le monde puisse prendre la parole n’est pas un problème en soi. Par contre, penser que toutes les paroles se valent peut en être un. Il est possible qu’une information relève de l’ordre de l’opinion et soit transparente : mais il faut préserver la méthode pour lui donner sa légitimité.”** La nécessité d’un cadre méthodologique rigoureux, garant de la véracité, refait alors surface — une exigence qu’on aurait presque oubliée, éclipsée par le populisme encouragé d’Elon Musk. De quelle méthodologie parlons-nous ici ?

Si la prise de parole exige un protocole rigoureux — comme c’est le cas dans le journalisme ou dans la recherche scientifique, où toute affirmation repose sur une méthode, une vérification et une mise en contexte — il ne faut pas négliger l’influence du médium qui la véhicule. Or, à l’ère numérique, ce ne sont plus seulement les énoncés qui comptent, mais les structures techniques qui les façonnent et les diffusent. Algorithmes, plateformes et interfaces modèlent notre accès à l’information, et donc notre perception même de ce qui est vrai. La vérité ne dépend plus uniquement de ce qui est dit, mais aussi de comment et où cela est dit.

François-Xavier Petit ajoute : **“Depuis toujours, notre manière de fonctionner en tant que société est influencée par les grandes forces ou modèles qui dominent à une époque donnée. Depuis la fin du XX^e siècle, les réseaux numériques sont devenus l’ossature technique qui structure nos vies quotidiennes, notre façon de travailler, de communiquer, de consommer... et dont les codes imprègnent ainsi notre société. Ces réseaux se caractérisent par leur manque de nuance. L’algorithme trie, classe, recommande en fonction de ce qui est statistiquement populaire et performant, délaissant le subtil, le complexe, le contradictoire. Il favorise la réaction plutôt que la réflexion. Ils annoncent ainsi une vérité – et par extension une société – qui se referme.”** Pour lui, la technologie est cependant le ‘pharmakon’ de notre époque, à la fois poison et remède. Pour guérir le mal ayant infiltré nos systèmes, il faut combattre le populisme algorithmique en inventant de nouveaux modèles favorisant la nuance et la transparence, redonnant l’importance de la démonstration et de la contradiction. Un premier fragment pour imaginer demain se laisse déjà deviner : la régulation.

3. L’école de la nuance : croiser les perspectives

Si les structures techniques doivent évoluer pour prendre soin de la société, celles et ceux qui la composent n’échappent pas à leur part de responsabilité. Pour Agathe Cagé ‘Certes, la polarisation de la société est forte et renforcée par le phénomène des bulles informationnelles (...) mais la responsabilité nous appartient à tous : aux pouvoirs publics, à ceux qui produisent les outils et à la société dans son ensemble.’

Ainsi, cultiver la nuance ne peut être laissée à la seule charge des structures techniques. Dans cette optique, Béatrice Sutter s’exprime : **“La responsabilité des médias, c’est d’aller plus loin que de délivrer**



l'information. À l'ADN, nous souhaitons donner aux gens les moyens de réfléchir, de devenir plus critique. Notre méthodologie consiste à donner de la profondeur aux phénomènes sociétaux en rassemblant, par le récit, tous les morceaux d'une vérité multiple. Nos enquêtes sont faites pour nous déplacer, apporter des éléments qui font débat, refuser la binarité. Ce sont ensuite des experts qui donneront une profondeur historique et sociologique à ces phénomènes. Il y a toujours une complémentarité entre la sensibilité du récit et la réflexion de l'expert. Une approche seulement systémique ne serait-elle pas boiteuse ?”

Comme écho à cette dynamique, Hugo Domenach explicite le positionnement de l'INA sur ce sujet : “Nous journalistes avons plus que jamais le devoir de nous retrousser les manches pour nous adapter autant que possible à cette situation. À l'INA par exemple, nous utilisons les archives pour élaborer des contenus journalistiques. Pour éclairer l'actualité, nous contextualisons ces contenus avec l'aide de chercheurs, d'historiens ou encore de scientifiques. Nous essayons donc de leur offrir des fenêtres d'expressions les plus larges possibles. Parce que les médias sont aussi condamnés à se réinventer, nos formats s'adaptent aux plateformes sur lesquelles ils sont publiés en reprenant les codes contemporains.”

Un vent d'hybridation souffle alors sur le paysage médiatique : les médias traditionnels et ceux issus de l'écosystème numérique se nourrissent et s'inspirent mutuellement. Si les codes se mélangent, les disciplines aussi se croisent, se complètent. François-Xavier Petit partage fièrement le positionnement de Matrice : ‘à la croisée des mondes, parce que la complexité des défis contemporains nécessite une pluralité des réponses à apporter’.

Pourtant, d'autres prônent une solution plus radicale. Si certains pays s'orientent vers une interdiction des réseaux sociaux pour les plus jeunes - comme c'est déjà le cas en Australie - une telle mesure ne reflète pas nécessairement un doute à l'égard de leur capacité de discernement. Elle repose plutôt sur l'idée que l'apprentissage de l'esprit critique face aux contenus numériques ne peut se limiter à leur régulation. Agathe Cagé complète : “Il est nécessaire, au préalable, de développer un rapport au social solide avant de s'exposer à ce que peuvent amener, ou contribuer à accentuer, les réseaux sociaux. Cet éloignement total avec les réseaux sociaux doit aller de pair avec une éducation aux enjeux liés à ces réseaux, aux opportunités et aux risques qu'ils représentent, préalable à leur accès.”

Cette approche de la désertion n'est pas sans déplaire. Au détour d'un article, les mots d'Hubert Guillaud (rédacteur en chef du média lancé par Matrice Dans les algorithmes*) s'étalent : ‘Au prétexte de maximaliser leurs modèles économiques, les plateformes sont en train de basculer vers le pire. Il est effectivement temps de les fuir (...)’.

Faut-il vraiment désertier le champ de bataille ? Les questions restent encore nombreuses. Mais les regards venus composer cet article s'unissent néanmoins sous une seule et même impression : celle d'un optimisme discret, mais notable. Comme pour contrebalancer la nervosité qui agite ces sujets, tous et toutes semblent s'accorder sur la nécessité de reconnaître les enjeux auxquels nous devons faire face, sans céder à la fatalité. Les solutions qui s'annoncent pour demain : la régulation – celles des structures techniques – et la collaboration – celle des disciplines, des perspectives et des structures.

Coralie Dodds

Responsable Communication chez Matrice